

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 25 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BIOSYLVA

Chemin des Champs Bailly
58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE

Références : 220589
Code AIOT : 0005403115

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2022 dans l'établissement BIOSYLVA, implanté Chemin des Champs Bailly - 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 19 août 2022 vers 10 h, l'astreinte DREAL a été contactée par le CODIS 58, signalant une intervention pour départ de feu.

Le feu serait dû à une fermentation d'écorces, du fait de l'humidité conjointe aux fortes chaleurs. Un facteur aggravant est la panne d'un broyeur, ce qui a limité la rotation des écorces et a augmenté les stocks.

Le 21 août, le SDIS a indiqué que le feu était reparti (*a priori* par convection ou par des flammèches) dans l'après-midi sur des rondins voisins (bois tendre - de type aubier, à environ 12 m) car le vent avait tourné. Ce départ de feu a été éteint tout de suite par le SDIS qui assurait une surveillance. Le 22 août matin, un tas de plaquettes de bois s'est échauffé et a été étalé par l'exploitant et arrosé par le SDIS, un second chauffe et fume un peu et est sous surveillance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOSYLVA
- Chemin des Champs Bailly - 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE
- Code AIOT : 0005403115
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'entreprise BIOSYL(VA) est spécialisée dans la fabrication de granulés de bois. Elle valorise les billons de bois issus des exploitations forestières d'UNISYLVA en fabriquant un granulé haut de gamme. La production annuelle est d'environ 150 000 t de granulés pour une consommation annuelle de matières premières de 280 000 t de rondins de bois. Ces produits sont destinés à la

vente aux particuliers et aux petites collectivités sous forme de bigbag ou vrac. La société BIOSYLVA est autorisée par arrêté préfectoral du 6 juillet 2012 à exploiter une installation fabrication de granulés de bois sur le territoire de la commune de Cosne-Cours-sur-Loire. Les installations concernées sont un dépôt de bois (produit fini) de 84 902 m³ et le stockage de résidus de bois pour 14 964 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie
- accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.2.5	/	Sans objet
2	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.5.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas relevé de non-conformités. Il a été demandé à l'exploitant d'enlever toutes les matières combustibles à moins de 15 m dans un premier temps (puis 20 m) du tas qui brûle (certains rondins sont à 12 m), et d'arrêter d'apporter du bois à proximité (un opérateur, manifestement pas informé, aurait déchargé du bois ce matin).

À moyen terme, il sera probablement demandé à l'exploitant de prévoir de façon pérenne une zone de sécurité de 15 m autour du tas d'écorce (voire de le déplacer), dans le cadre de sa réorganisation de son parc de stockage (un porter à connaissance était prévu suite à son extension). Cette organisation sera actée par un arrêté préfectoral complémentaire (un arrêté préfectoral de mesures d'urgence ne paraît pas nécessaire *a priori*) ainsi que la mise en place d'une surveillance régulière par caméra ou sonde thermique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'un poteau incendie assurant un débit de 100 m³/h au niveau de l'entrée ouest du site, - d'une réserve incendie de 200 m³ et d'une bâche à eau également de 200 m³ à proximité des bâtiments de stockage et du parc à bois. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Voir inspection du 19 août. Le SDIS est sur place au début de l'inspection et surveille le feu avec le matériel et les moyens en eau jugés suffisants. Les 2 bâches d'extinction incendie sont remplies (par le forage). L'exploitant a pris la relève du SDIS (qui a quitté le site en fin d'inspection, la situation étant sous contrôle et ne nécessitant pas de moyens comme en phase de crise) pour la surveillance du tas d'écorces dans la matinée. La chargeuse Volvo est en panne, l'intervention est prévue dans la journée et dure environ 1 h. L'exploitant a d'autres chargeuses si nécessaire, et 5 voire 6 personnes formées pour les utiliser.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de bois assurés à l'extérieur des bâtiments sont organisés en îlots d'un volume maximal de 5 400 m ³ . Ces îlots sont distants, <i>a minima</i> , de 10 mètres entre eux, des limites de propriété et de tous bâtiments, équipements et installations du site.
Constats : L'exploitant a éloigné à plus de 10 m tous les matériaux combustibles (qui avaient été étalé à partir du tas en feu). Hormis les tas de rondins à l'est du tas en feu qui sont à 12 m, tous les matériaux combustibles (sciures, reste de palettes,...) sont à plus de 20 m.
Observations : Il convient que l'exploitant enlève toutes les matières combustibles à moins de 15 m dans un premier temps (puis 20 m) du tas qui brûle (certains rondins sont à 12 m), arrête d'apporter du bois à proximité (un opérateur, manifestement pas informé, aurait déchargé du bois ce matin), et informe l'Inspection dès que ce sera fait.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet